

# Le Couac



## Un deuxième Hoodstock à Montréal-Nord

### MONTRÉAL-NORD RÉPUBLIK

Début août, la commandante du poste 39 à Montréal-Nord convoque les organismes communautaires en prévision de la fin de semaine qui marquera le triste deuxième anniversaire de la mort de Fredy Villanueva aux mains du SPVM. Par cette concertation, le service de police espérait certainement s'assurer de l'appui de la « communauté » (le surnom que se donne le secteur communautaire dans ce secteur) dans le maintien de l'ordre advenant la résurgence d'émotions vives liées au sentiment d'injustice qui persiste dans l'autre communauté, celle qui relève davantage de la *Gemeinschaft* ou la *common decency*, mais qu'il serait approprié de désigner à Montréal-Nord comme le *moun yo d'la place*.

La situation était d'autant plus inquiétante pour les autorités que la guérilla urbano-médiatique Montréal-Nord Républik (M-NR) avait annoncé la tenue d'un second Hoodstock/Forum social au cœur même du parc où a été tué le jeune Fredy. Pour ce collectif dissident, le pied d'alerte des institutions officielles présentait au moins l'avantage de garantir le succès médiatique de l'événement étant donné l'irrépressible fantasme des grands médias pour des images de jeunes brûlant des voitures.

Hoodstock 2010 s'est plutôt déroulé sans débordement à l'instar de toutes les activités de M-NR depuis la fondation du collectif. Le thème de cette seconde édition était celui de la « réappropriation des espaces publics ». Ce choix faisait d'abord écho au motif invoqué par l'agent Jean-Loup Lapointe (matricule 3776) pour l'intervention tragique du 9 août 2008 (le règlement municipal interdisant de jouer aux dés dans un espace public), mais il dénonçait aussi les dérives d'une administration se voulant omnisciente, c'est-à-dire qui s'empare de tout, quadrille tout et réglemente tout.

Dans son délire de contrôle, elle

aboutit à sanctionner des individus pour flânerie... dans un parc. Ajoutez à ce zèle une bonne dose de profilage racial, dont l'existence a été réaffirmée récemment dans un rapport interne que le SPVM n'a pas réussi à dissimuler, et vous avez un thème, « la réappropriation des espaces publics », qui va comme un gant au *moun yo* de Montréal-Nord.

Après les ateliers et conférences durant le jour, marquées notamment par un commentaire apprécié de Jean St-Vil sur l'envers et les travers de la « reconstruction » d'Haïti, les participantEs étaient conviéEs à une marche dans le quartier telle qu'organisée par la Coalition contre la répression et les abus policiers.

Malgré la pluie battante, une colonne de 150 irréductibles manifestantEs ont défilé cœur battant au rythme de la fanfare et des chants percutants. Les manifestantEs ont converti en slogan de la périphérie les paroles de l'artiste hip-hop Dramatik : « As-tu oublié qu'on vivait ici », qui appelle la société québécoise à ne pas ostraciser les communautés méconnues qui peuplent les marges de la grande ville.

La marche familiale s'est arrêtée devant le poste de quartier pour un *die-in*. Fredy Villanueva est tombé sous les balles du policier Lapointe et sous les yeux quelques témoins. Le *die-in* se voulait la démonstration que ce n'est pas seulement Fredy mais une communauté entière qui est tombée et qui l'a fait voir aux yeux de tous les policiers du poste de quartier. La journée s'est terminée comme elle avait commencé, dans le calme.

À cet effet, depuis leur repaire dans la jungle nord-montréalaise, les commandantEs de M-NR ont songé un instant émettre un communiqué



Photos : Arienne Aubin Cloutier

exprimant leurs craintes relatives à une possible baisse de la couverture médiatique étant donné l'absence de casse répétée de leurs actions.

M-NR regrette également que certains journalistes ne soient par parvenuEs à hisser leur couverture au-delà de la question à savoir pourquoi les organisateurs n'avaient pas abdicqué leur droit démocratique au

rassemblement en remettant préalablement au service de police un trajet pour la marche.

M-NR aurait souhaité que l'on salue plutôt le courage de la famille Villanueva qui, par sa persistance dans la lutte, est une inspiration pour tout le *moun yo* qui se heurte un jour ou l'autre à la lourdeur des institutions sur le chemin de la justice sociale.

### Jean Chrétien opéré au cerveau

Les autorités de l'hôpital ont admis qu'il y avait eu erreur médicale.

### Recensement Canada

Cette année, une seule question : « Êtes-vous pour ou contre le recensement? »

### DEVINETTE

Comment appelle-t-on 2 semaines sans enveloppes brunes : les vacances de la corruption.

## LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ COÛTE CHER

### ALEXANDRE POPOVIC

C'est un fait bien connu que les enquêtes publiques sur les agissements des policiers contrarient au plus haut point les forces constabulaires. Rappelons que les avocats des policiers montréalais se battent depuis plusieurs années devant les tribunaux pour annuler des enquêtes publiques relativement aux décès de Michel Berniquez et de Mohamed Anas Bennis, survenus lors de deux interventions policières distinctes.

Contrairement aux enquêtes ordonnées par la coroner en chef dans les affaires Berniquez et Bennis, l'enquête publique sur les causes et circonstances du décès de Fredy Villanueva est apparue comme étant un mal nécessaire pour la Fraternité des policiers. La plus grande peur de la Fraternité étant que des accusations criminelles soient portées contre l'agent Jean-Loup Lapointe pour le meurtre de Fredy Villanueva, l'enquête publique annoncée par le ministre de la Sécurité publique Jacques Dupuis en décembre 2008 fut donc perçue par la police comme étant un compromis acceptable pour apaiser les tensions à Montréal-Nord tout en permettant à l'agent Lapointe d'éviter un procès.

Mais il y a plus. À l'origine, l'enquête publique avait été conçue par Dupuis de façon à éliminer tout risque qu'elle puisse porter atteinte aux intérêts des policiers. En effet, on apprit peu après que six avocats chevronnés allaient veiller aux intérêts des flics, tandis que Dupuis n'acceptait de défrayer les honoraires que d'un seul avocat pour la famille Villanueva et aucun pour Jeffrey Sagor-Métellus et Denis Meas, les deux jeunes qui furent blessés par les balles de

l'agent Lapointe.

Devant le refus obstiné de Dupuis d'offrir des moyens équivalents aux deux camps, la famille Villanueva ne vit d'autre choix que de boycotter une enquête publique qui s'annonçait être une mascarade. Ce boycott porta fruit puisque Dupuis fit volte-face sur la question des honoraires d'avocats après que le coroner Sansfaçon eut annoncé qu'il suspendait indéfiniment l'enquête publique, fin mai 2009.

Les dernières incertitudes quant à la reprise de l'enquête publique disparurent lorsque les avocats du camp Villanueva en arrivèrent à une entente sur leurs honoraires, le 16 juillet suivant. Les deux camps allaient désormais compter six avocats chacun, de sorte que le scénario d'une enquête-bidon qui avait été prévu par Dupuis et ses copains policiers s'en trouva chambardé.

Les autorités n'ont cependant jamais pardonné à la famille Villanueva son refus de se résigner et encore moins d'avoir eu gain de cause sur la question des honoraires d'avocats; aussi semblaient-elles bien résolues à lui en faire payer le plein prix. Surtout que la lutte victorieuse des Villanueva représentait une menace aux yeux des autorités, dans la mesure où elle pouvait servir d'inspiration à d'autres victimes d'abus policiers.

C'est ainsi que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) se mit de la partie en décidant de déterrer une vieille condamnation de Dany Villanueva, le grand frère de Fredy, en vue de le bannir du territoire canadien pour le restant de ses jours. Le 12 avril 2006, Dany avait en effet été condamné à 11 mois de prison pour avoir volé une chaîne au cou d'un adolescent.

Le 4 août 2009, l'ASFC produisait un rapport dépei-

gnant la condamnation de Dany comme un cas de « grande criminalité », ce qui constituait la première étape du processus menant à l'interdiction de territoire. Faut-il voir une simple coïncidence dans le fait que l'ASFC ait soudainement eut l'envie de s'activer sur le cas de Dany dans les trois semaines qui suivirent l'entente sur les honoraires qui confirmait la tenue de l'enquête publique après qu'elle n'eut rien fait durant les trois années qui suivirent cette condamnation pour vol? Peut-être bien. Mais si c'est bien une coïncidence au niveau du *timing*, ça ne serait pas la seule.

Le ministère fédéral de la Sécurité publique attendit en effet au début du mois de janvier 2010, soit quelques semaines avant le début prévu du témoignage de Dany à l'enquête publique, pour déférer le dossier de l'ASFC devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR)? Ce *timing* est d'autant plus suspect lorsqu'on sait que l'ordre de comparution des témoins à l'enquête publique avait été convenu depuis plusieurs mois déjà.

Chose certaine, le moment choisi pour saisir la CISR a eu pour effet d'ajouter de la pression sur Dany, ce qui n'est pas rien quand on sait que le frère aîné du défunt est l'un des témoins-clés à l'enquête publique. De son côté, Lilian Maribel Madrid Antunes qui a déjà perdu son fils Fredy dans des circonstances tragiques a maintenant l'impression qu'on tente de lui prendre son seul autre fils, Dany.

La façon de procéder des autorités fédérales reste profondément questionnable. En fait, la question qu'il faut se poser est peut-être celle-ci : l'ASFC aurait-elle demandé de faire bannir Dany s'il n'y aurait pas eue d'enquête publique? Autrement dit, la menace d'interdiction du territoire fait-elle partie du prix à payer pour la recherche de la vérité?



# PLOGUES

agora



## Du cinéma en plein air au parc Laurier

**F**unambules Médias, en collaboration avec l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, organise des projections en plein air dans le Parc Laurier (en face du Chalet Laurier). Voici la programmation des projections qui auront lieu à tous les mercredis à 20h jusqu'à la fin septembre. Des tables de pique-nique seront mises en place mais il est tout de même conseillé d'amener une chaise. Programmation sujette à changements. Annulé en cas de pluie. Infos : [www.funambulesmedias.wordpress.com](http://www.funambulesmedias.wordpress.com)

Mercredi 8 septembre

**THE YES MEN FIX THE WORLD**, Un film de Mike Bonanno, Andy Bichlbaum, Kurt Engfehr, USA / 2009 / 85 minutes

Les Yes Men ou comment deux activistes altermondialistes américains particulièrement farfelus essayent de changer le cours du monde. Un documentaire engagé, subversif et burlesque.

Mercredi 15 septembre 2010

**ROADSWORTH : FRANCHIR LA LIGNE**, Documentaire de Alan Khol, Québec / 2008 / 72 minutes

Un passage piétonnier transformé en bougeoir, une fermeture éclair géante peinte sur l'asphalte, une vigne enlaçant une ligne de démarcation : si vous avez arpenté les rues de Montréal entre 2001 et 2004, vous avez peut-être déjà marché sur ces oeuvres de Peter Gibson, alias Roadsworth. Le travail de Gibson – intègre, ludique, puissant – pose des questions brûlantes d'actualité sur l'art et l'espace public. À qui appartient la rue?

Mercredi 22 septembre

**CHANTS DE LA DÉTERMINATION**, Un documentaire de Paul M. Rickard, Michelle Smith, Québec / 2009 / 78 minutes

Trois artistes jouent avec les voix, le rythme, l'échantillonnage et les accords de guitare afin de contrer les grandes décisions politiques. Ils révèlent une scène musicale autochtone en pleine effervescence et traduisent les réalités et les combats propres à leur communauté.

Mercredi 29 septembre

**LE CHAT DANS LE SAC**, Un film de Gilles Groulx, Québec / 1964 / 73 min 54s

À travers la confrontation d'un couple dans la vingtaine, ce film pose la grande question de l'accession à la maturité politique du peuple québécois telle que perçue par un cinéaste épris d'idéal et d'absolu. Premier long métrage de fiction de Gilles Groulx, dans lequel il intègre les méthodes du direct.

## Fermeture de la raffinerie de Shell

Le maire de Montréal Gérald Tremblay se fait rassurant : la Ville en fera un parking à Bixis.

## Mathieu Bock-Côté : héros ou martyr?

Selon MBC, qui se présente sur son blogue comme un «candidat au doctorat en sociologie à l'UQAM», la gauche contrôle la société québécoise, y imposant sa censure hégémonique. Pourtant, ce pauvre MBC dispose d'une relationiste pour gérer ses invitations (voir : <http://bock-cote.net/Contact>). Quel «candidat au doctorat» de gauche jouit d'un tel service?

## La fierté de Gérald Tremblay

Suite à l'adoption par Londres des Bixis de Montréal, le maire Gérald Tremblay explique avec fierté que «ce vélo est tellement génial qu'il a été conçu, dès le départ, pour être conduit à droite ou à gauche».

# Courrier

## Lettre ouverte au président de l'UPA

J'ai reçu par la poste, le 15 juillet 2010, un deuxième *Avis de cotisations* (au montant de 609,52 \$) m'obligeant à contribuer à votre syndicat prétextant que la loi P-28 vous autorise à le faire, point final! J'ai donc pris la peine de communiquer avec vous pour m'informer des services qui accompagnent cette cotisation. Vous m'avez fait mention du remboursement de la taxe foncière, mais rien d'autre de très convainquant. Vous vous cramponnez de manière tentaculaire à la loi P-28 pour justifier votre acharnement à me faire payer ladite cotisation.

Comme je n'ai pas de numéro d'enregistrement au MAPAQ, que mon potager biologique est en zone blanche (et non pas en zone verte), que je suis un Artisan de la vie et le libre administrateur d'une PME, j'estime que mes droits légitimes de citoyen canadien se voient ainsi bafoués. Je refuse donc de payer cette cotisation et, par le fait même, de contribuer à votre organisation.

Pourquoi? Parce que le type d'agrobusiness que l'UPA défend, valorise et promeut va totalement à l'encontre de mes valeurs et de mes principes. Alors que je n'étais qu'un enfant, j'ai vite compris que la vie est plus forte que la mort et que tous les arsenaux chimiques utilisés pour détruire l'équilibre de la vie nous affecteront tôt ou tard; humains, animaux, plantes, insectes, micro-organismes, océan, sol et air... Après tout, nous vivons tous sur la même très petite bulle que l'on surnomme la Terre.

En tant qu'Artisan, je déplore les mirages illusoire de l'agrobusiness qui exploite le monde du vivant.

Tant de poison diffusé dans la biosphère! Le marché mondial des pesticides s'élève à 30 milliards de dollars annuellement (sources : [www.goodplanet.info](http://www.goodplanet.info) et l'encyclopédie Wikipédia) et contribue à nous nourrir d'aliments synthétiques et génétiquement modifiés, mais surtout à enrichir les actionnaires des systèmes financiers qui n'en ont que faire du cycle alimentaire. Sachant que nous buvons la même

eau depuis 25 000 ans, nous savons d'ores et déjà que l'avenir de nos enfants ne sera pas facile...

OGM : trois lettres qui en disent long... Saviez-vous qu'au Canada, l'Amarante (*Amarantus retroflexus* L.), cette plante qui s'est adaptée naturellement par mutation génétique, se fait empoisonner par le Roundup depuis les 35 dernières années? (sources : [sosbiodiversite.wordpress.com](http://sosbiodiversite.wordpress.com)) Est-ce selon vous l'ordre naturel des choses? Sérieusement, croyez-vous que les versions du «Super-Amélioré-Roundup-XII» réussiront un jour et pour toujours à tout exterminer? Ultimement, c'est la race humaine qui est en danger d'intoxication! En êtes-vous conscient?

Questions : avait-on prévu en 1972, au moment où l'on vous a octroyé le droit de représenter unilatéralement et indéfiniment l'ensemble des agriculteurs québécois, qu'au Québec, les fermes disparaîtraient 10 % plus rapidement qu'ailleurs au Canada et qu'en 2010, 1000 agriculteurs disparaîtraient annuellement de façon récurrente, le tout au bénéfice des multinationales? (source : [www.monopole-upa.com](http://www.monopole-upa.com)) Dormons-nous collectivement au gaz?

L'agriculteur tel qu'il existait à une certaine époque, celui qui nourrit les gens et la terre, s'éteint à petit feu. La prochaine génération, celle de mes ados, celle du techno SIMFARM virtuel et du LIFE-business, pourrait vivre de grandes catastrophes. On remplace les gens du pays par des machines et des techniciens au paradigme cristallisé dans leur vision du monde, celui de la détermination de la stabilité physicochimique des pesticides et des OGM, bien entendu!

Génération catastrophique, parce qu'ils ne peuvent plus compter sur les centaines d'espèces d'animaux et d'insectes nécessaires à l'équilibre de sa ferme et du sol, tels que les guêpes indigènes, les coléoptères et d'autres organismes vivants. Je crois malheureusement que les administrateurs de l'UPA ont également perdu cette vision. Dommage qu'on ne fabrique pas de lunettes pour le cœur, car c'est à partir de la vision du cœur qu'on devient un Artisan de la vie.

Sérieusement, la vache folle industrielle, celle qui mange des protéines animales, malgré qu'elle soit

herbivore, est passée à l'histoire et toutes nos maladies contemporaines le seront également, dû à la cupidité économique.

Lorsque je lis la conclusion du Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, je m'interroge sur le bien fondé de votre requête : «Bref, il faut ouvrir le système... L'ouvrir à une mise en marché qui favorise, par le foisonnement des initiatives, des produits agricoles différenciés. L'ouvrir aux divers modes d'agriculture. L'ouvrir aux jeunes qui veulent joindre les rangs de la profession agricole. L'ouvrir au pluralisme dans les instances agricoles.» (source : [www.caaaq.gouv.qc.ca](http://www.caaaq.gouv.qc.ca)) Suite à ce constat, croyez-vous que les quelques paragraphes de la loi L.R.Q. c. P-28 tiennent toujours la route?

Je demeure tout de même un être réaliste, reconnaissant que l'agriculture de masse (de préférence biologique) doit exister. Les gens vivent en grand nombre dans les villes et doivent être nourris sainement. Mais vous, gens de l'UPA, que faites-vous pour les Artisans et les écocitoyens? Selon moi, et corrigez-moi si mon jugement est trop sévère, absolument rien. L'UPA est complice de la corruption d'un système néolibéral et conservateur.

Et à bien y penser, vous n'avez certainement pas besoin de moi en votre sein!

Dernière question : à combien s'élève la cotisation de l'UPA à la compagnie Monsanto?

JEAN-FRANÇOIS LÉVÊQUE

## POUR S'ABONNER

Six mois : 17,71 \$ + taxes = 20 \$

Un an : 31,01 \$ + taxes = 35 \$

Deux ans : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement institutionnel et de soutien : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 230,34 \$ + taxes = 260 \$

Abonnement d'un an à l'étranger : 44,30 \$ + taxes = 50 \$

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

COURRIEL \_\_\_\_\_

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues  
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : Le Couac

## Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8  
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Isabelle Baez, Marc-André Cyr, Le Chat Noir, Francis Dupuis-Déri, Martin Dufresne, Monique Dufresne, Philippe Hurteau, Montréal-Nord République, Alexandre Popovic, Simon Tremblay-Pepin, UPop Montréal, Ramon Vitesse, Valentin Tardi.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Arianne Aubin Cloutier, Bobidoche, Boloney, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Ramon Vitesse.

CORRECTION Louise-Caroline Bergeron

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMPi

Abonnement et publicité : 514.596.1017  
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec

Vous voulez collaborer au Couac?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au [info@lecouac.org](mailto:info@lecouac.org).

[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)

# ET ON DEVRAIT SE GÊNER DE QUOI AU JUSTE ?

LE CHAT NOIR

Face à l'arrogance affichée du pouvoir politique qui persiste à maintenir en place et à pousser toujours plus loin toute la logique destructrice du système capitaliste, la timidité des groupes militants radicaux de gauche à affirmer clairement et simplement la justesse de leurs arguments doit cesser.

Les preuves documentées ne manquent pourtant pas : les écarts de richesses augmentent, les crises financières se succèdent, les riches toujours plus riches libres de circuler, les pauvres toujours plus pauvres prisonniers économiques, les écosystèmes disparaissent sous les bulldozers ou étouffent sous le CO<sub>2</sub>, les glaciers fondent à un rythme effréné, les éléments se déchaînent un peu partout sur la planète, la sécheresse et les inondations se multiplient, les rapports sociaux déjà tendus dégénèrent et l'intolérance atteint des niveaux jamais vus. Tout ceci demeure sérieusement documenté et ne peut être réfuté que par des arguments de mauvaise foi. Des arguments qui tentent de justifier encore plus la fuite en avant des bandits cravatés.

Pour leur part, ces bandits blancs cravatés, ceux qui désirent que nous poursuivions cette course folle au profit à tout prix, ceux qui réclament plus d'exploitation, plus de pollution, plus d'expropriation, plus de flics, plus de privé, plus de débouchés pour leur foutu argent et plus de répression contre nous, eh bien eux ne se gênent pas un instant pour demander tout ceci. Ils exigent moins d'État, moins de services sociaux, moins de réglementation, moins de Lois pour les encadrer, moins de surveillance alors qu'ils nous ont presque toujours prouvé que nous ne pouvons pas leur faire confiance un instant si leur règle d'or demeure «le profit à tout prix!». Pire encore, leurs demandes, bien appuyées par les éditorialistes leur léchant le cul dans leurs propres journaux, font toujours office de grandes vérités contre lesquelles personnes ne peut s'élever jusqu'à preuve du contraire. Et même lorsque le contraire se matérialise, il devient difficile de lutter contre les mensonges cent fois répétés dans les médiocres hyperconcentrés dominants.

Mêmes celles et ceux qui critiqueront chaque nouvelle demande «d'arrangement» des maîtres et du patronat soulignent séparément le ridicule de chaque aspect avec force mais finissent par douter de la vue d'ensemble et du regard que nous devrions poser sur la situation. Il faut dire que la culture de l'expertise, celle donnant la parole aux «experts» patentés, tend à séparer chaque sujet comme si aucun lien n'existait entre eux. Nous n'avons qu'à observer le chaos généralisé dans lequel nous vivons pour remettre en question cette culture de l'expertise à la pièce. Le capitalisme impose une logique globale que nous devons attaquer radicalement et globalement.

Alors, pourquoi se gêner de crier haut et fort que nous avons raison et qu'ils ont tort? Nous passons notre temps à nous organiser pour lutter contre ce système anthropophage qu'est le capitalisme mais nous n'affirmons presque jamais que ceux contre qui nous nous battons ont tort et que tout ceci crève les yeux et depuis trop longtemps. Il existe un adage disant que nous avons toujours tort d'avoir raison trop tôt. Il n'est donc peut-être pas trop tard pour dire ici et maintenant que nous avons raison avant qu'il ne soit effectivement trop tard.

## Jean Charest déprimé

«Je voyage tellement toute l'année que quand je prends mes vacances, j'ai l'impression de travailler...»

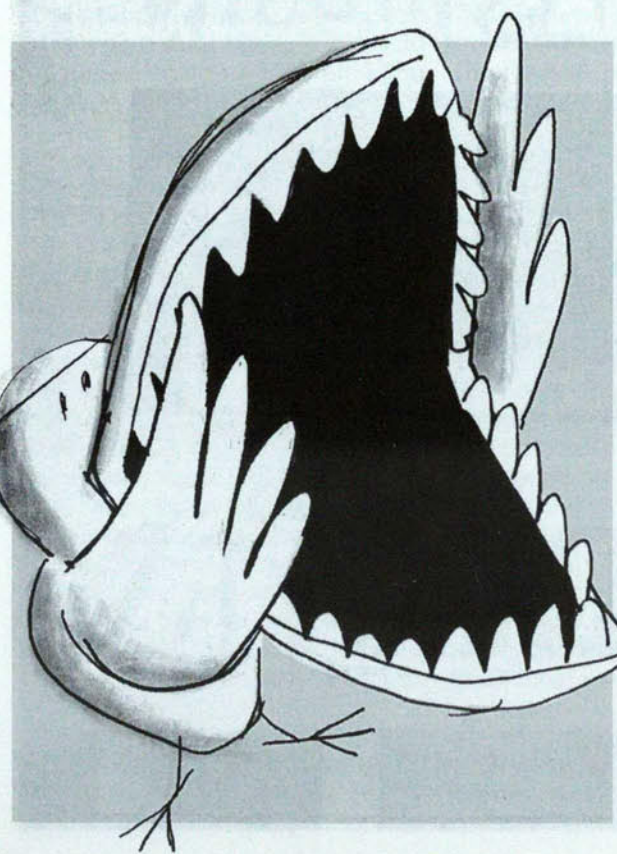
# Toujours vivant, mais il faut des abonnements!

LE COUAC

Quoi, le Couac est toujours vivant? Il complète même sa 13<sup>e</sup> année d'existence? Incroyable! On l'a donné pour mort si souvent!

Du côté du pouvoir, on s'est pourtant surpassé pour qu'il meure à petit feu : bien concevoir les subventions pour qu'il ne rentre dans aucune case, bien tabletter tous les rapports de commission décrivant la concentration éhontée de la presse au Québec, ne surtout pas parler de nos bons coups dans les grands médias, etc... Rien à faire, on chie encore dans les (leur?) bégonias!

Le secret de notre résilience : la rage et le plaisir de rappeler que le roi est nu. Ou le plaisir de faire rager le roi à poil, c'est selon. Et c'est ce que nos lecteurs et lectrices nous disent apprécier aussi.



Cela dit, du côté de certains représentants de ce «melting pot», de cette courtepoinette, que dis-je, de cette chimère qu'on appelle la Gauche, d'aucuns s'étonnent tout autant qu'un OVNI comme le Couac puisse encore exister. On entend tant de bonnes raisons d'annoncer sa mort : ligne éditoriale pas claire, pas assez (ou trop) souverainiste, pas assez (ou trop) anarchiste, pas assez (ou trop) baveux, etc...

La raison de ce «trop pas assez» – mis à part le fait que le Québec est tellement petit que c'est quasiment impossible de faire un journal indépendant viable qui serait le moins spécialisé – est toute simple, c'est que le Couac est fait à 100% par des bénévoles, donc par des personnes qui prennent de leur temps de loisir pour faire profiter la population québécoise de leurs intérêts et de leur champ d'expertise. Et, comme on ne peut pas être bon dans tout, le journal ressemble à ceux et celles qui le font. En ce moment, ça donne ce que vous avez entre les mains. Avant, ça donnait autre chose. Et plus tard, si l'oiseau vole encore, ça donnera encore autre chose.

Vous voudriez davantage d'articles sur la politique provinciale, sur les conflits internationaux, sur les alternatives écologiques? Vous vous y connaissez là-dedans? Envoyez-nous des articles, on est preneur! Ou encore vous connaissez cette écrivaine connue, ce dramaturge engagé ou ce militant génial travailleur de l'ombre? Convincez-la ou le de nous envoyer des textes! Comme ça, vous tirerez le journal vers ce que vous aimez...

Mais pour ça, il ne faut pas seulement que le Couac «survive», non. Ça fait 13 ans qu'on survit, et on commence à en avoir un 'tit peu marre. On aurait le goût de simplement vivre. Car faire attendre un imprimeur parce que le compte est vide, c'est jamais le fun. Et ça bouffe de l'énergie qui ne va pas dans le journal. Et c'est quoi la meilleure façon pour que le journal sorte du mode survie?

**C'EST PLUS D'ABONNEMENTS!!!**

Rien que ça. Le vôtre, dont on vous remercie grandement. Celui qui pourrait prendre votre voisin plein de cash et qui se dit de gauche si vous lui en parlez. Celui que vous pourriez offrir à vos parents ou à vos enfants si vous avez un petit surplus. Celui de votre institution, si seulement elle nous connaissait...

Le jour où vous viendrez déposer un crachat d'amour sur notre tombe, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous l'avait pas dit...

## Les amours imaginaires du Conseil du patronat

PHILIPPE HURTEAU, CHERCHEUR À L'IRIS

www.iris-recherche.qc.ca

Fin août. Tout le monde se désintéresse de la chose publique et personne ne pourrait imaginer plus mauvaise conjoncture pour proposer un projet social à la population. Pourtant, le Conseil du patronat du Québec (CPQ), motivé par son amour du débat, décide de saisir ce moment d'inertie pour envoyer un message clair aux Québécois et aux Québécoises : le Québec est un enfer pour les entreprises.

Le Québec aurait beaucoup d'aspects négatifs aux yeux de l'investisseur averse : une population qui ne cumule pas les diplômés de pointe, un «environnement» fiscal décourageant, un encadrement réglementaire envahissant, une dette publique écrasante, des salaires démesurés et, pour terminer ce portrait apocalyptique, toujours trop de syndicats. Le premier bulletin de la prospérité du CPQ nous dépeint donc ce que TVA nous dit déjà : le Québec est dans le rouge et nos entreprises ne pourront jamais résister à la concurrence étrangère. Les entrepreneurs chinois, indiens, européens et états-uniens sont là et ils attendent le moment propice pour nous tailler en pièce.

Les solutions avancées par le CPQ afin de régler les graves problèmes économiques que nous traversons n'ont rien de surprenant : diminuer les contributions fiscales des entreprises, permettre le recours aux briseurs de grève, diminuer les contrôles étatiques sur les entreprises, favoriser un système d'éducation axé sur la formation de main-d'œuvre et diminuer le salaire minimum. Au moins, les choses ont le mérite d'être claires. Dans la tête de nos «patroneux» il n'existe aucune forme de séparation entre leur bien-être et le bonheur collectif de tout le monde. Aider les entreprises c'est aider le Québec et le Québec, finalement, n'est qu'un amalgame d'entreprises ayant la bonté d'employer la population.

Dès les premières lignes du réquisitoire du CPQ on nous dit que, dans ce texte, on ne s'intéressera pas aux faits. Ce qui intéresse les experts, économistes et autres hommes à sarrau du CPQ ce ne sont pas les faits – jugés trop contraignants et limitatifs –, mais ce qui est désigné sous le vocable de «déterminants de la prospérité». On invente donc des catégories abstraites, composées d'indicateurs choisis en fonction d'intérêts corporatistes, et on parvient ainsi à donner un «C» au Québec. Si les États-Unis sont une terre d'occasions d'affaires, le Québec serait quelque chose comme un sable mouvant pour l'esprit entrepreneurial.

Penser l'avenir du Québec en analysant le Québec réel, le Québec dans lequel des gens vivent et meurent, le Québec qui voit les écarts de richesses croître au rythme de la croissance capitaliste, le Québec au prise avec une dégradation toujours plus irréversible de ses écosystèmes, etc. ; eh bien, ce Québec ne semble pas être celui dont se soucie la corporation des patrons. En cette fin d'été, le CPQ avait donc le besoin, question de bien terminer la ronde des BBQ de la belle saison, de nous rappeler à quel point il se désintéresse de nos menus problèmes.

À quoi bon tenter de réfléchir aux problèmes sociaux auxquels nous faisons face quand il est plus simple d'imposer sa volonté à une population amorphe afin d'assurer la croissance d'un système destructeur. La solution des patrons semble tout à fait adaptée à notre époque : enfermer le débat public dans un carcan où les positions patronales sont assurées de sortir gagnantes.

Même 30 années d'application stricte des revendications du CPQ ne semblent pas vouloir convaincre les patrons du Québec qu'ils vivent dans un monde qu'ils dominent totalement. Après les baisses d'impôt, les privatisations, le financement occulte des partis politiques, les délocalisations, le libre-échange, etc., ils ne semblent jamais parvenir à se débarrasser suffisamment du peu d'acquis sociaux qui reste aux classes populaires. C'est à croire que le CPQ préfère vivre d'amours imaginaires que de franche domination, c'est tellement plus drôle de s'inventer des moulins à vent à combattre que de simplement nous laisser en paix.



## TROP CRÉDIBLES

Les chefs des partis d'opposition à Ottawa ont promis une dure rentrée parlementaire pour les Conservateurs.

## Omar Khadr

Le procès avance à pas de tortue.

## Sens du service public

Pendant que les parlementaires canadiens chargés d'étudier les allégations de torture sur les prisonniers afghans sont en vacances, les bourreaux sont au travail.

## Position des Conservateurs au sujet du recensement

«On ne veut pas que les gens aillent en prison pour ne pas avoir répondu au recensement; on veut qu'ils soient condamnés à mort.»

## Corruption

## Cachez ce don que je ne saurais voir

ANNE-MARIE PROVOST

La saga entourant la firme d'ingénierie AXOR et son usage d'un système de prête-noms pour financer les partis politiques provinciaux permet un peu mieux d'entrevoir la corruption de notre classe politique. Bien qu'on tente de nous faire avaler l'analyse sommaire véhiculée par trop de politiciennes et de firmes d'ingénieurs affirmant qu'AXOR est une « pomme pourrie » dans un système relativement sain, cette hypothèse fumeuse ne passe pas l'épreuve des faits et de la réflexion.

Ce printemps, Québec solidaire a révélé les résultats d'une recherche s'inspirant des déclarations de Benoît Labonté sur le financement des partis politiques au Québec. Cette recherche, en analysant les dons enregistrés en 2008, mettait en lumière que des gens potentiellement employés chez quatre firmes de

génie-conseil exécutant d'imposants contrats publics (BPR, AXOR, SNC-Lavalin et CIMA+) donnaient généreusement à des partis politiques. Dans certains cas, il s'agissait de plusieurs dizaines d'employés qui donnaient systématiquement le montant maximum permis par la loi (3000 \$) et ce, surtout au Parti libéral du Québec (PLQ). Le Parti Québécois (PQ) et l'Action démocratique du Québec (ADQ) ont également eu leur part du gâteau, les entreprises voyant trop souvent les dons aux partis politiques comme un investissement capitalisable. Cette popularité des dons aux partis laisse croire que ces entreprises d'ingénieurs pourraient inviter leurs employés à faire des dons. Dans plusieurs cas, on peut même croire qu'elles leur octroyeraient le montant du don elles-mêmes pour que l'employé-e puisse ensuite le donner en son nom personnel.

Intervient alors le Directeur général des élections (DGE), qui envoie une simple lettre aux personnes concernées par ces allégations leur demandant de confirmer par écrit que le don vient bien de leur patrimoine personnel et que personne ne leur a remis cet argent en les invitant à en faire un don politique pour un parti. Le 5 août dernier, coup de théâtre : une vingtaine d'employés d'AXOR avouent qu'ils ont servi de paravent à leur entreprise pour que celle-ci contribue illégalement aux caisses du PLQ, du PQ et de l'ADQ. On se demande inévitablement pourquoi AXOR a avoué si facilement. En quoi quelques lettres envoyées à des employés sont un danger pour ce qui semble être un système rodé de prête-nom ?

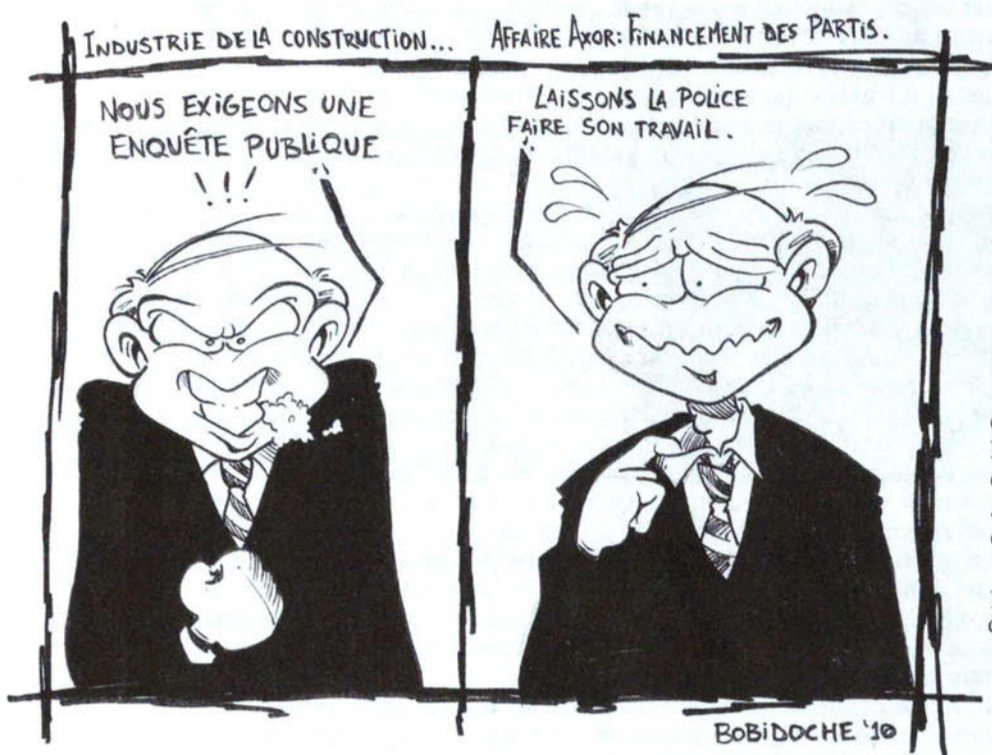
Certaines employées qui, pour d'autres raisons, veulent mettre leur employeur dans de beaux draps et qui se rebellent ? Est-ce plutôt AXOR qui, en train de chuter, veut entraîner tout le monde à sa suite ? Chose certaine, pour l'instant personne n'a perdu très gros dans cette histoire. Le bureau du DGE a eu la charmante idée de sortir cette histoire en plein milieu de l'été, alors que personne n'écoute les nouvelles et que M. Blanchet, le

Directeur général des élections en personne, était en vacances *incommunicado*. Jean Charest, quant à lui, était à Winnipeg pour discuter fédéralisme avec les autres Premiers ministres provinciaux. Donc, pour les partis politiques impliqués, pas de grand scandale : personne n'était disponible pour répondre aux questions des journalistes. Pour AXOR, c'est plus drôle encore. Comme le faisait remarquer Don Macpherson dans *The Gazette*, jusqu'en 2008 les partis politiques qui recevaient des dons illégaux avaient comme seule sanction de remettre l'argent à l'entreprise qui leur avait donnée. AXOR doit donc payer une amende au DGE de 87 907 \$ mais recevra des trois partis politiques un total de 79 300 \$. Dépenses totales : moins de 9 000 \$.

Le DGE s'est également abstenu de nous révéler la suite de ses activités. Du bout des lèvres, les représentants de son bureau affirment que « l'enquête continue » pour les trois autres entreprises ciblées par Québec solidaire. Qu'est-ce dire exactement ? Une deuxième lettre qui leur demande s'ils sont vraiment certains d'avoir fait le don eux-mêmes ? Le DGE a en tout temps des pouvoirs de commissaire attribués en fonction de la *Loi sur les commissions d'enquête*. Aux articles 9 à 12 de cette loi, on voit que les commissaires peuvent : assigner des témoins à comparaître, exiger qu'ils et elles produisent des documents, les poursuivre pour outrage devant un refus de les produire, etc. Les pouvoirs pour faire une enquête sérieuse ne manquent donc pas. Toutefois, quand on constate qu'il faut qu'un petit parti s'occupe de faire le travail de recherche pour que s'enclenchent les enquêtes et le peu d'enthousiasme du DGE à les approfondir, on peut se demander si la volonté d'agir est réellement présente.

Les campagnes électorales coûtent de plus en plus cher. Par effet d'entraînement, tout le monde augmente ses coûts. Les firmes d'ingénierie ont besoin de contrats publics nationaux pour s'en servir comme tremplin à l'international. Les programmes politiques défendus par les trois partis en question sont très près des intérêts de nos « capitaines d'industrie » et pas seulement des firmes en génie-conseil, mais d'une série d'autres dont il faudrait peut-être regarder les dons politiques avec plus d'attention. Il y a fort à parier que nous ne faisons pas face à quelques mauvais garçons un peu corrompus, mais bien à un système de financement très bien rodé qui nourrit et gangrène tout à la fois le monde politique québécois.

## LA COHÉRENCE DE L'OPPOSITION...

Relations US – Pakistan  
MONEY TALKS

EMILIE E. JOLY

Les relations entre les États-Unis et le Pakistan, établies en 1947, se sont solidifiées après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, le Pakistan devenant alors un allié des plus stratégiques dans la région d'Asie du Sud et le plus grand bénéficiaire d'assistance financière internationale et militaire états-unienne. En 1981, Ronald Reagan leur signait un rondel chèque de 3,2 milliards pour financer les opérations clandestines d'appui aux Moudjahidines antisoviétiques, dont les troupes d'Oussama Bin Laden. Parallèlement, le Pakistan constitue également l'unique accès portuaire pour siphonner le pétrole des côtes de la Mer Caspienne à travers des oléoducs traversant l'Afghanistan et le Turkménistan (le tracé iranien restant inaccessible aux États-Unis).

Depuis 2001, ce chouchou sud-asiatique a dû se couper de ses alliés talibans afghans pour se maintenir dans les bonnes grâces états-unienues. En échange de l'appui inconditionnel du Général Musharraf à la « guerre contre la terreur » le Pakistan voyait les dernières sanctions états-unienues levées (établies pour contrer ses ambitions nucléaires), une partie de sa dette annulée et recevait un appui de 10 milliards pour consolider sa technologie militaire. L'entente était simple : de jolis billets verts en échange de l'ouverture du Pakistan comme terrain de chasse états-unien.

Depuis, les drones volent bas et les troupes pakistanaises sont intensément liées aux opérations états-unienues, utilisant aussi la vente d'insurgés talibans – quelque 500 – aux États-Unis comme moyen de subventionner le paiement de sa dette nationale. Et malgré les frustrations pakistanaises quant aux fameux dommages collatéraux – on estime qu'environ 10 civils sont assassinés pour chaque militant d'Al Qaeda ciblé – et plusieurs escarmouches et accrochages entre les armées états-unienne et pakistanaise, surtout à la frontière avec l'Afghanistan, le gouvernement états-unien, tant sous Bush qu'Obama, s'est efforcé de présenter le Pakistan comme son BFF sud-asiatique.

Toutefois, la plus récente crise humanitaire au Pakistan laisse présager que les États-Unis n'entrevoient pas les relations avec le Pakistan d'un si bon œil. Au début du mois d'août, quelques 300 millimètres de pluie se sont abattus sur le Pakistan et les pires inondations depuis 80 ans, provoquées par les importantes pluies de mousson, faisaient plus de 1 500 morts et laissaient quelques cinq millions de réfugiés. La machine humanitaire aurait ainsi dû se mettre en place pour appuyer cet allié stratégique, subvenir à ses besoins de base en riz, blé et chandails d'obscurités équipes sportives du Wisconsin, et de manière générale, sauver femmes et enfants. Toutefois, les États-Unis semblent se montrer réticents à laisser partir leurs deniers durement mérités dans cette conjoncture économique difficile à leurs « amis » musulmans.

Les Nations Unies ont déjà déclaré que les récentes inondations au Pakistan représentent une crise humanitaire pire que le séisme en Haïti de janvier dernier, le tsunami de 2004 et le tremblement de terre au Cachemire en 2005 – combinés. Toutefois, le montant en dons étrangers est des plus bas comparé à ces autres désastres : 16,36 \$ comparé à 1 087,33 \$ (Haïti), 1 249,80 \$ (Tsunami) et 388,33 \$ (Cachemire). Les milliards en assistance financière et militaire du gouvernement états-unien ne semblent ainsi pas être suivis de dons humanitaires par la population états-unienne. Joe le plombier aurait-il renié Mohammed le vendeur de tapis ?

En effet, le Pakistan a récemment eu aux États-Unis mauvaise presse alors que les documents de Wikileaks divulgués semblent révéler que les services secrets états-unienues doutent de l'allégeance du Pakistan à son égard. Même avant la publication des Wikileaks, un sondage Gallup de 2007 rapportait que les 2/3 des États-Uniens avaient une opinion défavorable du Pakistan. De plus, et de manière plus importante, le Pakistan a un défaut majeur, inéliminable et immuable (quoique quelques croisades bien placées pourraient probablement christianiser la région) : celui d'être un des plus grands pays musulmans du monde. Et s'il y a bien une chose qui gagne aujourd'hui aux États-Unis en popularité plus rapidement que Lady Gaga, c'est bien le sentiment antimusulman et l'islamophobie. Alors que les forces du mal cherchent à construire une mosquée à l'ombre des débris du World Trade Center pour blasphémer la mort des héros et martyrs du 11 septembre (presque textuellement pris de la littérature du *Tea Party*), de récents sondages publiés dans le *New York Times* rapportent que 32 % des États-Uniens considèrent que les Musulmans devraient être interdits de concourir à la présidence du pays et 28 % considèrent qu'il devraient leur être interdit de siéger à la Cour Suprême. De manière générale, l'utilisation du sentiment antimusulman par la droite comme arme politique contre les Démocrates semble trouver écho alors que 18 % de la population états-unienne reste convaincue qu'Obama est musulman.

Alors que plusieurs groupes liés au *Tea Party* s'approprient à commémorer le 11 septembre en organisant des rassemblements « Burn the Quran » devant quelques mosquées états-unienues, le sentiment islamophobe est ainsi particulièrement fort chez les conservateurs, souvent liés à plusieurs œuvres de charité célébrant la tradition et la générosité chrétienne, ce qui pourrait expliquer, en partie, le désengagement de certaines organisations humanitaires au Pakistan, et laisser entrevoir le futur désavouement de cet allié purement stratégique. La menace du Croissant représente aujourd'hui la nouvelle menace rouge, et des musulmans se cachent aujourd'hui sous les traits des communistes d'hier.

Les faits  
sont têtus

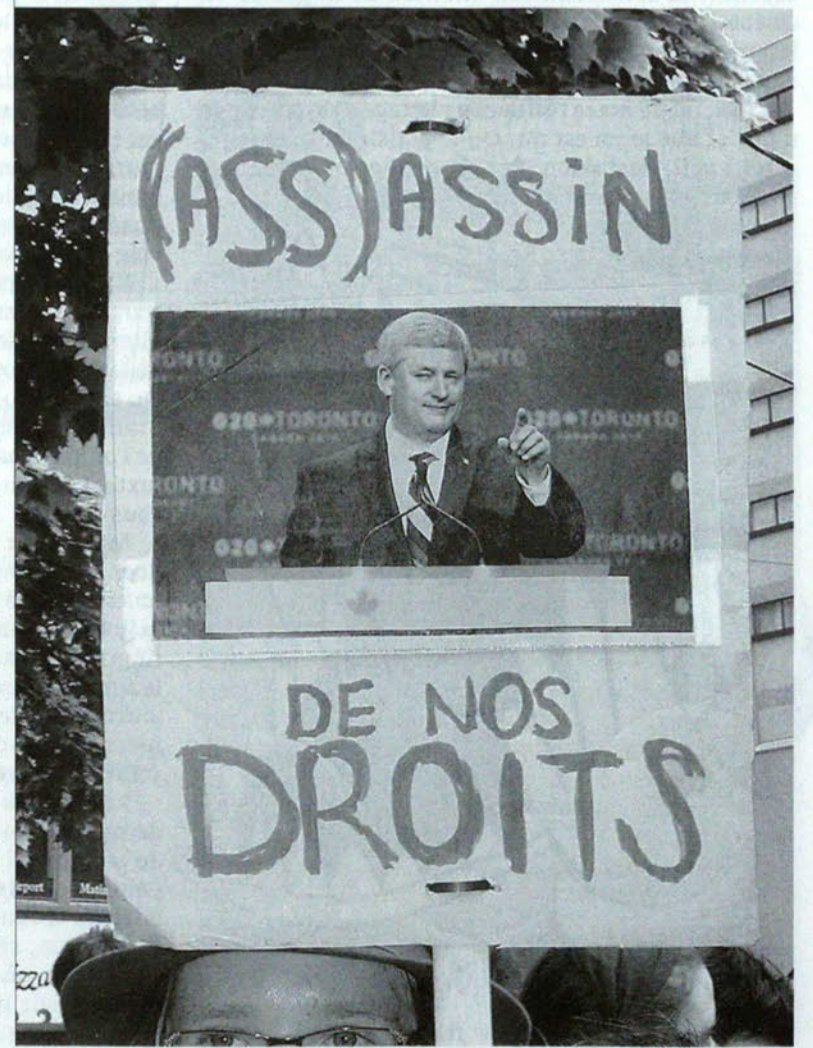
MICHEL VIRARD

En épousant des causes anti-scientifiques, les conservateurs, que ce soit ici où aux États-Unis, finissent par se tirer dans le pied. Ce n'est pas *Le Couac* mais un journal conservateur qui nous l'indique :

« Impressionable conservatives who lack the numeracy skills to perform long division or balance their checkbooks feel entitled to spew elaborate proofs purporting to demonstrate how global warming is in fact caused by sunspots or flatulent farm animals. »

Il semble y avoir derrière cette difficulté à reconnaître la réalité des théories scientifiques établies un fond de relativisme culturel : la science est alors considérée comme une « culture » parmi d'autres et il devient loisible de choisir son opinion sur un sujet de nature scientifique comme on le ferait pour un morceau de musique : selon ses penchants, selon sa « culture » au sens large, en s'abreuvant aux sources dissidentes (il y en a toujours) et en leur donnant un poids complètement indu. Staline désirait vraiment que Trofim Denisovitch Lysenko ait raison au sujet de l'hérédité de caractères acquis et ce pour des raisons politiques et intellectuelles. Mais la science ne reste pas soumise bien longtemps à de pareilles distorsions et le résultat est toujours une perte de crédibilité de ceux qui ont soutenu des théories antiscientifiques. Les créationnistes sont à ranger dans la même catégorie que Staline (même s'ils n'aiment pas ça!) ou même Hitler et sa « science allemande ». Nos conservateurs canadiens sont en train de commettre les mêmes erreurs et ils finiront par en payer le prix. Les faits sont têtus.

1 <http://fullcomment.nationalpost.com/2010/07/15/bad-science-global-warming-deniers-are-a-liability-to-the-conservative-cause/>



Bœuf, porc ou poulet

# LES NOMBREUX VISAGES DE LA POLICE

MARC-ANDRÉ CYR

Les manifestations contre le G20 ont ameuté les forces de l'ordre et de la répression, du jamais vu depuis plusieurs décennies. Mais alors que des policiers de plusieurs provinces ont été mobilisés pour contrer les manifestants et que la répression et l'infiltration avaient commencé bien avant le sommet, une question demeure toujours sans réponse : comment les radicaux ont-ils malgré tout réussi à brûler quatre voitures de police et à fracasser les vitrines d'une cinquantaine de multinationales ?

Une première hypothèse – qu'on pourrait appeler l'« hypothèse du poulet frit », du « rôti de bœuf » ou encore de la « côtelette de porc aux pommes » – suggère que les policiers aient été tout simplement déjoués par les militantes et les militants radicaux. Étant comme toujours en retard d'une guerre, les forces de l'ordre auraient stupidement appréhendé la répétition des événements d'avril 2001, soit des attaques quasi permanentes au mur de sécurité. À Québec, la casse ne cibra au total qu'une quinzaine de vitrines au profit d'attaques parfois spectaculaires contre les forces de l'ordre. La hiérarchie policière de Toronto aurait donc disposé la vaste majorité de ses effectifs autour du périmètre de sécurité, laissant le centre-ville de Toronto et ses fragiles vitrines à la disposition des militants anticapitalistes. On pourrait soutenir que cette hypothèse a été démontée par la suite des événements. La police ayant été déjouée, il ne lui restait qu'à prouver, à retardement, qu'elle mettait tout en œuvre pour protéger la propriété. Ceci expliquerait l'intensification des arrestations et de l'intimidation qu'elle appliqua systématiquement après la tumultueuse manifestation de samedi.

Mais une autre hypothèse – qu'on pourrait appeler « l'hypothèse du simili-poulet » – est également plausible. Le 30 juin dernier, le *Toronto Sun* nous apprenait que les policiers de Toronto avaient reçu l'ordre de ne pas intervenir alors que le *Black bloc* et ses alliés passaient à l'action. N'attendant que le feu vert pour agir, un officier affirme avoir reçu l'ordre du centre de commandement de « ne pas engager d'opération » afin de mettre un terme à l'action directe.

Pourquoi la hiérarchie policière aurait-elle agi ainsi ? Comment interpréter cette inaction ? Rappelons que les forces de l'ordre n'en sont pas à leurs premières « irrégularités » : on se souvient, entre autres, des agents provocateurs lors du Sommet pour le Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP) à Montebello en 2007, de ceux présents dans le groupe *Germinale* en 2001, de même que du cas de Joseph Gilles Breault, alias Youssef Mouammar, indicateur de la police responsable de menace d'attentat dans le métro de Montréal.

Un retour sur le rôle des agents indicateurs lors des manifestations des années 1960 au Québec nous renseigne également sur les stratégies policières contre les mouvements sociaux. On se souvient du rôle des agents sans uniforme lors du fameux *Lundi de la matraque* en 1968 – les témoignages de l'époque rap-

pellent tristement ceux des militants présents à Toronto<sup>1</sup>. On se souvient également du rôle scandaleux des agents infiltrateurs dans les rangs du FLQ, les rapports gouvernementaux Keable et Macdonald les ayant minutieusement documentés : vol de dynamite et d'explosifs, incendies criminels, attentats, bombes incendiaires, publication de faux communiqués, cambriolages, holds-up, font partie des actions policières sensées « combattre le terrorisme ».

Pour comprendre l'action de la police, il faut la situer dans son contexte politique. Son action, pas plus que la loi à laquelle elle répond normalement, ne peut être mise à l'écart des rapports sociaux – qui sont des rapports de domination et d'exploitation – structurant notre société. Les policiers ne défendent pas seulement la « loi » supposément neutre et abstraite, ils soutiennent l'État et son gouvernement, de même que les représentants de ces institutions et les décisions concrètes qu'ils prennent à ce titre. Ajoutons également que les policiers défendent l'institution à laquelle ils appartiennent et par laquelle ils ont un statut social, du pouvoir, des privilèges et un salaire. Compris ainsi, le travail des forces de l'ordre ne vise plus uniquement à faire respecter la loi, mais bien à légitimer – aux yeux du public et des grands médias – ses propres opérations, qui sont elles-mêmes bien souvent illégales.

Les vidéos de policiers déguisés en *Black bloc* lors des manifestations contre le G20 à Toronto se multiplient et, d'après plusieurs témoignages de citoyens et de journalistes, la hiérarchie policière semble avoir délibérément laissé la « casse » avoir lieu sans intervenir. L'objectif était de légitimer le milliard dépensé en sécurité ? De justifier, avant même qu'elles n'aient lieu, le millier d'arrestations ? Les forces de l'ordre auraient-elles préféré s'en prendre à des militants pacifistes pendant leur sommeil plutôt que d'affronter le *Black bloc*

face à face ? D'où venaient ces ordres : du gouvernement fédéral, de la ville, du chef de police ?

Comme on sait que le chef de la police a menti à propos de la loi concernant les fouilles autour du périmètre de sécurité et que nombre des « armes » déballées en grande pompe après coup au public par la police n'avaient en fait rien à voir avec les manifestations (ou étaient simplement des jouets), cette hypothèse n'est pas à écarter. Non seulement les abus de force et de violence ont atteint des sommets historiques lors de cette fin de semaine, mais les nombreuses faussetés énoncées par la police nous permettent de croire que son action a également atteint des sommets en termes de mensonges et de manipulation de l'opinion publique.

1 À ce sujet, lire : *Le lundi de la matraque*, aux Éditions Parti Pris, 1968.

## Inglorious Basterds II : G20 à Toronto



DOLONEY 10

## Qui est violent ?

« Aujourd'hui, c'est du napalm que l'adulte met dans la tête des enfants et il est étonnant qu'il s'étonne quand l'enfant fabrique des cocktails Molotov même avant d'être adolescent. » – Jacques Prévert

LE CHAT NOIR

Se poser la question demeure encore et toujours nécessaire. Puisque la police pointe toujours en direction des personnes prenant part aux manifestations, il faut réfléchir à cette question primordiale. Et parler de tout ceci à tous les gens que nous connaissons.

Depuis la recrudescence d'un mouvement mondial de toutes tendances politiques critiquant les trop nombreux excès du capitalisme, différentes stratégies d'actions se côtoient. Parmi celles-ci, la propagande par le fait, celle visant la destruction de biens privés ou publics, retient souvent toute l'attention des médias-spectacles. Différents groupes organisés en *Black Blocs* dénoncent donc la violence du système capitaliste en démolissant en partie ce système, en s'attaquant légitimement à des symboles forts de celui-ci. Non pas sur la légitimité de ce type d'action mais sur le contexte dans lequel cette stratégie prend place, un regard critique s'impose.

Peu importe l'institution critiquée, des semaines avant toute manifestation, les relationnistes médias de la police mettent la table. Ils précisent déjà que des « casseurs » vêtus de noir se présenteront à ces manifestations et s'assurent de faire monter la pression dans la population contre tous ces individus qui, au final, seront placés dans un groupe homogène. Pourquoi ne pas dire clairement que la police invite les gens à se présenter à un endroit quelconque où elle exercera, encore une fois, son monopole sur la violence ? Malheureusement, pour la population en général, la lecture de la réalité passe par les yeux des policiers qui luttent pour maintenir « l'ordre » du monde dans lequel nous vivons.

La mise en scène diffère toujours un peu mais dans l'ensemble, demeure la même. À Québec en 2001, une minable clôture fut installée en guise de périmètre. Une fois la clôture au sol, la violence ne nécessitait plus de justification. Fin juin 2010 à Toronto, quatre véhicules de police abandonnés dans un centre-ville également laissé désert par les forces policières allaient donner l'argument tant attendu par le pouvoir pour réprimer durement toute personne présente dans la ville et affichant une allure militante. En bref, l'État désirait nous voir jouer un rôle et plusieurs, bien malgré elles et eux, l'ont joué. Pour plusieurs personnes, l'intimidation, la violence physique et verbale et tout le poids de cet appareil de répression laissera des marques psychologiques indélébiles. Pour finir, le cirque des procès qui suivra viendra non seulement décourager bien des gens et leur voler un temps fou mais enfoncera également le clou du spectacle.

Il convient ici de préciser un fait plus qu'important. De toutes les manifestations récentes et passées s'inscrivant dans la foulée du renouveau de ce mouvement mondial, aucun incident violent contre des personnes n'a été commis avec des armes. Dans tous les pays dits civilisés, les personnes présentes dans les manifestations ne se sont jamais présentées avec des fusils ou des bombes ou en possession d'autres moyens pouvant tuer. Nous l'aurions su, entendu et les médias reprendraient ces exemples ad nauseam pour justifier la violence policière. Il y a bien eu des cocktails Molotov ou des roches ou des bâtons mais du reste, rien pour tuer. Bref, contre des forces policières robocopisées, rien de bien sérieux. Aucun flic décédé d'ailleurs. On ne peut en dire autant de l'autre côté de la clôture.

Alors qui est violent ? Qui tient les armes ? Qui criminalise des gens ordinaires comme vous et moi, des gens qui ne demandent que justice via la mort d'un système d'une violence inouïe qui lui, tue chaque jours des milliers de gens ? Se poser la question et y répondre demeure essentiel.

## Suite du G20

L'ex-PDG de B.P. dément être l'un des « vandales » recherché par la police de Toronto.

## L'UPOP MONTRÉAL OUVRE SES PORTES

L'ÉQUIPE DE L'UPOP MONTRÉAL

L'UPop Montréal est un projet d'éducation populaire. Sa mission : offrir à la population de Montréal des cours gratuits et libres sur des sujets diversifiés. Ce concept existe déjà depuis longtemps en Europe (où on les appelle *Universités populaires - UP*), mais son absence se faisait sentir chez nous.

L'UPop Montréal est née en 2009 de la rencontre entre des membres organisateurs de *La nuit de la philosophie* et de l'*Université Populaire à Montréal*, qui souhaitaient fonder un lieu permanent de partage des savoirs et de réflexion critique ouvert, gratuit et accessible. Pour célébrer le début de ce projet, nous vous invitons à notre lancement le 15 septembre prochain à l'Espace contemporain (5175 Papineau) dès 19h.

### Quelle différence avec l'université ?

Il s'agit donc d'aller suivre des cours et des cycles de conférences, donnés par différents professeurs et invité.es et où une place importante sera allouée aux discussions et aux débats.

Quelle différence avec l'université ? Tout d'abord, l'UPop propose des activités dont la participation est entièrement libre. Pas d'inscription, pas de frais, pas de notes, pas de diplôme. Ensuite, la forme des cours et conférences est variable. Chaque cours et cycle de conférence est construit en fonction de son sujet, de ce que les professeur.es ont envie de dire ou de faire, et prévoit des zones où tout le monde pourra participer, que ce soit par le biais de débats ou d'activités. De cette façon, l'UPop souhaite non seulement offrir des activités plus flexibles et plus participatives, mais également ouvrir ses portes à tous et à toutes, sans égard aux connaissances préalables. Même si le contenu peut se révéler sérieux et complexe, pas question de s'adresser seulement aux spécialistes. Il s'agit de vulgariser et de proposer des contenus qui permettront à chacun.e de faire progresser sa réflexion personnelle.

### Quels sujets ?

Un autre souci de l'UPop est d'apporter un son de cloche différent par rapport à ce qu'on entend dans les médias. Prenons le cas de l'économie, par exemple. Au-delà du portrait que nous en propose le gouvernement et les différents acteurs financiers et médiatiques, est-il possible de jeter un regard critique et éclairé sur cet univers mystifiant ? C'est ce que tentera de faire le cours *Démystifier l'économie*, qui sera donné tous les mardis au bar L'Absynthe (1738 St-Denis), dès le 28 septembre, 18h30. Les intéressé.es pourront également suivre cet automne un cours qui traite de la Démocratie et de l'espace public, à la Galerie L'Espace Contemporain (5175 Papineau), un lundi sur deux dès le 27 septembre à 19h. Au-delà de ces thèmes à caractère politique, l'UPop proposera aussi un cycle de conférence sur les liens entre Hockey et Philosophie, à la Bibliothèque nationale (475, Maisonneuve Est) tous les deux mercredi à partir du 13 octobre, et un autre cours à caractère plus culturel, sur le cinéma et les arts au Café-bar de la Cinémathèque québécoise (335, Maisonneuve Est) tous les deux lundi à partir du 20 septembre. Enfin, on abordera la question des différentes facettes du désir et de la sexualité avec *Les dynamiques du désir* donné au Centre de loisirs Lajeunesse (7378, rue Lajeunesse) tous les deux jeudi à partir du 23 septembre.

Pour tous les détails : [www.upopmontreal.com](http://www.upopmontreal.com)

## Télévision

## « Virginité : c'est du passé. Enfin les vacances : ça commence! », annonce Labienne Farouche

La société d'État a dévoilé hier les détails d'une nouvelle série, *Enfin les vacances*, un téléroman web anarchiste pour toute la famille.

YVON D. RANGER

**B**ranle-bas de combat au sous-sol de Radio-Cadenas : les décors de l'école Sainte-Jeanne-D'Arc seront démontés une fois pour toutes au début de l'automne. Labienne Farouche met un terme à l'interminable téléroman *Virginité*. La voix coupée par l'émotion, la reine du *titytainment* a annoncé hier après-midi qu'elle écrivait le 1740e et dernier épisode de son *soaporifique*. Après 15 ans, « C'est la fin d'un cycle. On fait table rase », a-t-elle lancé en conférence de presse.

« Après toutes ces années à détourner l'attention du public des véritables enjeux qui le concernent, nous avons finalement compris que le public méritait mieux », a admis le directeur des émissions dramatiques et longs métrages de Radio-Pravda, André Bonnot. « C'est pourquoi nous avons embauché une toute nouvelle équipe, dont le but n'est plus de fournir du temps de cerveau de téléspectateur disponible aux annonceurs. Ils veulent plutôt mettre une punaise sur le coussin trop moelleux de leur sofa pour les amener à se tenir debout. C'est complètement différent comme approche. Et en un sens, oui, c'est révolutionnaire. On n'ose pas trop le dire ouvertement dans la grosse boîte de chiffon J, mais ça nous excite pas mal... », ajoute le haut fonctionnaire en rougissant un peu.

Premier grand changement : l'action de *Enfin les vacances* ([www.enfinlesvacances.org](http://www.enfinlesvacances.org)) se déroulera entièrement à l'extérieur, dans des décors naturels grandioses, ce qui nous changera des faux murs en carton éclairés flattes de l'ancienne série. Autre changement de taille, la caméra. Oubliez les 3-4 gros kodaks aux panoramiques paresseux et aux champs contre champs standardisés. La nouvelle équipe, qui ne reçoit pas un sous de quiconque par souci d'indépendance, fait de nécessité vertu : c'est l'un des deux personnages principaux qui porte l'unique caméra à l'épaule, ou plutôt à la main! Attendez-vous donc à des images nerveuses, indiscrettes, voire sournoises,

pour traquer les criminels à cravate qui traverseront la série. Pour saisir, aussi, les coups de gueule de celle qui voudrait leur faire la peau, la jeune et crissement chiant anarchiste de service, qui n'aura de cesse de râler contre son mec pas assez radical à son goût, sa maudite caméra, et les osties de vacances de fou qu'il lui planifie...

Enfin, les sempiternels conflits interpersonnels psychococ de téléroman laisseront la place à des psychopathes bien réels, politiciens démagos, personnes (im)morales incorporées, bras policier trop bien huilé, affairistes véreux, qui tous nous empoisonnent concrètement l'existence. Bref, un véritable vent de fraîcheur que confirme André Bonnot, en promettant une expérience en rupture avec *Virginité*. « On réinvente la quotidienne, on réinvente la façon de voir la société hors des hiérarchies, hors des pouvoirs illégitimes et surtout hors du capitalisme », assure celui qui dit s'en porter déjà mieux.

Quant à Labienne Farouche, entre elle et Radio-Çanevapas, nulle rupture. La scénariste et productrice quitte en bons termes et dit vouloir relever d'autres défis, aller vers d'autres horizons. Influencée par ses successeurs, elle a d'ailleurs commencé la lecture des 19 tomes de la Nouvelle Géographie universelle d'Élisée Reclus et songe à faire une télésérie d'environ 3000 épisodes répartis sur 30 ans sur le célèbre géographe anarchiste. Plusieurs organismes subventionnai-

res se seraient déjà montrés intéressés.

« Enlevez le consentement manufacturé de vos têtes », ajoute Mme Farouche. Le nouveau rendez-vous hebdomadaire de *Enfin les vacances* rompt complètement avec le discours de la servitude volontaire de *Virginité*. « Vous retrouverez plutôt l'essentiel de la vie, l'entraide, la résistance, la liberté ou la mort », promet-elle, la gorge nouée par l'émotion.

Site de la nouvelle web série : [www.enfinlesvacances.org](http://www.enfinlesvacances.org)

Dans les médias : <http://www.ledevoir.com/culture/television/294077/television-virginie-c-est-fini-annonce-fabienne-larouche>



L'avenir et le passé de la télé québécoise bras dessus, bras dessous : Labienne Farouche (à droite) cédera (enfin) sa place en septembre 2010 au premier téléroman web anarchiste du Québec. Une série s'articulant autour de la relation chaotique qu'entretient une jeune anarchiste (à gauche) avec son mec (absent sur la photo, car derrière la caméra, fidèle à son habitude).

## Prochain chef de la police de Montréal

Plusieurs voix s'élèvent pour demander que la population soit consultée. De son côté, Wyclef Jean est en réflexion.

## Scénario de génie

Patrick Huard annonce une suite à son film *Filière 13*. Le titre : *Filière 14*.

## JEANNE RESSUSCITÉE

MARTIN DUFRESNE

**I**maginez Jeanne d'Arc revenant en complet veston déchirer les mythes qu'ont accumulés à son sujet cinq siècles de récupération religieuse et nationaliste. Dans un *one-woman show* créé dans un théâtre microscopique rue St-Laurent, Caitie Parsons redonnait vie la semaine dernière à celle qu'on a qualifiée de Pucelle d'Orléans et dont l'Église catholique – qui l'a piégée et assassinée – a tenté après coup de faire une paysanne simplette touchée par la grâce. Éclairage et décor minimaliste, l'actrice a mis une belle intensité à déconstruire cette icône pour aborder successivement plusieurs niveaux de réalité et d'émotion. L'auteure s'explique du véritable personnage :

Jeanne était anorexique. C'était une adolescente fugueuse. Elle fut victime d'un père alcoolique et incestueux. Elle aimait les femmes. Elle mourut pour avoir voulu porter des vêtements d'hommes. Elle était défiante, impertinente, plus maline que ses juges, sans remords, et jusqu'au bout resta fidèle à ses convictions. (Carolyn Gage)

Pour *La Résurrection de Jeanne d'Arc*, Gage a pris pour point de départ une biographie rédigée par Vita Sackville-West (amante de Virginia Woolf) à partir des actes des deux procès fait à Jeanne Romée : témoignages de ses amies d'enfance, de ses parents, des femmes qui dormirent avec elle, des soldats qui servirent sous ses ordres, des prêtres qui reçurent sa confession, et de ceux qui furent ses témoins et tortionnaires.

Ce que j'ai retenu de ce moment d'intimité collective, c'est la lente escalade de l'exigence que vit l'héroïne, dans une démarche de déconstruction qui la porte au-delà de l'héroïsme même. Après avoir documenté les victoires et les trahisons qui ont émaillé son adolescence guerrière, elle en vient à s'interpeller comme traître au plus grand amour qu'elle ait vécu. C'est un moment digne de ceux qu'a rassemblés Adrienne Rich dans *La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne*.

Ces derniers moments de la pièce actualisent en effet le dilemme d'où se perd l'énergie des femmes les plus fortes et les plus généreuses, si souvent exploitées de toute part et encore aujourd'hui asservies aux priorités patriarcales. Dramaturge et féministe accomplie, Carolyn Gage explore régulièrement ces contradictions sur son blogue (<http://carolyngage.weebly.com/blog.html>) et dans l'aire Facebook.

*La Résurrection de Jeanne d'Arc*, mise en scène par Liz Valdez en osmose apparente avec Caitie Parsons, sera reprise – en français et en anglais, quelle chance d'habiter une ville bilingue! – par le Freestanding Theatre au début d'octobre, dans le cadre du festival de théâtre Harvest. À ne surtout pas manquer.



## AXOR

Mettons Charest devant les bœufs.

## Etes-vous prêts?

Après la vache folle, le virus du Nil, la grippe aviaire et la grippe porcine, on devrait être informé cet automne par les autorités compétentes du danger mortel que représentent le poisson rouge.

## Moscou menacée par des incendies

En guise de représailles, l'Armée russe bombarde la Tchétchénie.

## Support our troops

Quand vous achetez du haschisch afghan à votre dealer, assurez-vous qu'il n'a pas été trafiqué par des talibans, mais bien par des soldats canadiens.

RAMON VITESSE

**ACHIGAN**, *Au fond des toilettes du monde* (autoproduit)

C'est en format power trio que des ex-membres de MAP (Mort Aux Pourris) de Québec renaisent de leurs cendres incandescentes. Plus punk et vélocité que jamais, le groupe, qui tire son nom épineux d'un poème de Gaston Miron, persiste et signe une série de textes fleurant fort la langue française et osant la combativité au lieu de regarder le monde s'effiloche. Mais, revenons aux lectures qui semblent avoir inspiré leur combat rock en vrac : Nicolas Dickner, Yves Pascalet, Michel Rabagliati, Jacques Prévert, Jacques Poulin – « L'agressivité est un sentiment naturel », etc. Fustigeant les apparences et la facilité, *Devenir poisson*, *Ta gueule Brigitte*, *Fort dans l'faux* et *Participer au chaos* sont redoutables de pertinence!

**TRICOT MACHINE**, *La prochaine étape* (Grosse Boîte/Select)

On a accusé ce couple d'une chanteuse et d'un pianiste de se cantonner dans les balbutiements enfantins, voire même dans le simplisme. Qu'à cela tienne, l'inspiré et libre duo récède envers et contre la critique à se faire plaisir en dépit des esprits chagrins; notamment en offrant pour chacune des chansons de ce deuxième album un petit bricolage nécessitant, entre autres, pliages et découpages. Peut-être un tantinet plus méditatif, les textes ont encore cette saveur du quoiqu'on en dise. Pensons à *Radar* ou à *Comme un accident* sur cette envie irréfragable d'oser être et de se lancer. Sans prétention mais pas sans allure ni à-propos libertaire tant qu'à moi.

**THE CAT EMPIRE**, *Cinema* (Maple Music/Indica)

Ce groupe australien de rock aux effluves de pop sixties emprunte également à plusieurs genres musicaux tels : jazz, reggae, funk, hip hop ou autres pour les digérer dans un style ensoleillé qui est unique. Le sextet, doté d'un clavier, de tables tournantes et de cuivres, sans compter une propension pour des chœurs fédératifs, rassemble un fort contingent de fans alternatifs de par le vaste monde – à commencer par les gars de Grimskunk qui sont leurs amis depuis longtemps et qui mettent en marché leur albums par chez nous...



# Attention, pornocrates!

MARTIN DUFRESNE

Et si on prenait au sérieux l'idée d'une guerre menée par la grande entreprise contre les êtres humains?

Sans tomber dans quelque fumeuse théorie de conspiration, il faut bien reconnaître que tout le discours du marketing s'est déporté sur celui de la guerre et même de l'artillerie, avec des termes comme «cibles», «tir de barrage», «hits», «pénétration», «fragmentation».

On justifie d'hab cette rhétorique belliqueuse comme désignant les rapports des entreprises entre elles. Mais de plus en plus d'indices suggèrent que c'est NOUS qui sommes visés-es comme insuffisamment appropriés-es, comme obstacles à leur profit, à exproprier aussi brutalement que le font les compagnies minières en Amérique latine ou les entreprises pharmaceutiques qui interdisent aux femmes Autochtones de cueillir les plantes médicinales dont ils ont breveté les droits de commercialisation.

À l'ère de la privatisation galopante – et pour notre bien – il faudrait faire le décompte des champs de l'expérience humaine qui basculent ainsi dans l'emprise du marché.

Avec *Pornland*, Gail Dines fait une analyse économique et culturelle incisive des façons dont l'industrie de la pornographie est en voie d'arraisonner définitivement nos diverses sexualités.

Libertaires, soyez prévenu-es que Dines et les faits qu'elle aligne liquident bien des illusions sur la prétendue libération qu'apporterait le sexe industriel à nos vies érotiques... et à nos vies tout court, l'une en venant souvent à déterminer l'autre.

Par exemple, l'Académie états-unienne des avocat-es en affaires matrimoniales (AAML) signale que «dans environ 56 % des cas de divorce, l'une des parties vit un intérêt obsessionnel pour les sites Web à caractère pornographique».

La notion d'un empowerment féminin, de la femme sujet de son exploitation sexuelle, ne résiste pas non plus au microscope de Dines, ou à la visibilité nouvelle des proxénètes et des entremetteurs, glorifiés dans le nouveau film *Middle Men*, sur les premiers promoteurs de la pornographie en ligne.

Également auteure de *Gender, Race and Class in Media*, Dines sera difficile à discréditer par le commando «postmoderne» qui accuse systématiquement le mouvement féministe d'ignorer les enjeux d'intersectionnalité des luttes.

Aux hommes – qui forment encore la grande majorité des accros de la pornographie – Gail Dines offre, comme d'autres auteur-es (notamment Robert Jensen, dans *Getting Off*) une vision alternative de la «Porn Culture» qui leur est présentée comme figure obligée.

On peut tiquer sur sa présentation victimaire, reflétant ce que disent certains hommes.

*I never thought I would become so dependent on porn for sex. I can't get away from it, even though I know that this is no longer just a phase in my life. It feels more permanent and I don't know how to stop it.*

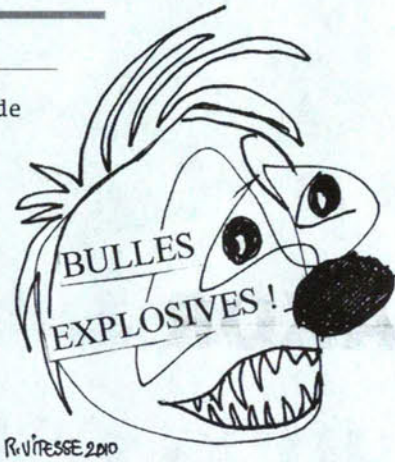
Dines passe un peu vite sur le plaisir et le mépris des femmes qu'ils y puisent, pour attribuer cette misogynie à la seule industrie. Mais même si *Pornland* a peu de chances de dissiper l'écran de fumée que génèrent constamment les promoteurs et promotrices de l'industrie, il peut valider, pour des hommes ET des femmes, l'intuition qu'il existe des expériences plus émouvantes que les fantasmes de fast-fuck auxquelles cherchent à nous réduire les pornocrates.

*Pornland: How Porn Hijacked Our Sexuality*, Gail Dines, Beacon, juillet 2010.

VALENTIN TARDI

**NIETZSCHE : SE CRÉER LIBERTÉ** (Le Lombard) de Onfray et Le Roy

Les sceptiques de la BD seront confondus avec cet ouvrage aussi rigoureux que vigoureux à cent lieues des BD documentaires surchargées – ici il y a l'espace nécessaire aux réflexions qui s'imposent, par exemple sur le travail – «il consomme une extraordinaire quantité de force nerveuse et la soustrait à la réflexion, à la méditation, à la rêverie, aux soucis, à l'amour et à la haine, il place toujours devant les yeux un but mesquin, et assure des satisfactions faciles et régulières». Voici un album intransigeant que Le Roy, un jeune auteur avide de thèmes combatifs (Indochine, Palestine/Israël, SDF, H.-D. Thoreau), dessine avec gravité. Michel Onfray, dont on a pu lire des recensions de livres et des échos de son université populaire à Caen dans *Le Couac*, a su remettre en question les dérives biographiques attribuées à une sœur ayant en horreur, notamment, ses assauts envers la religion...



**LE DIABLE AMOUREUX ET AUTRES FILMS JAMAIS Tournés par Méliès** (Dargaud) de Velhmann et Duchazeau

**LE DERNIER DES MOHICANS** (coll. Noctambule, Soleil) de Cromwell

**LES HAUTS DE HURLEVENT**, Volume 2 (Delcourt) de Yann et Edith

Ces adaptations d'œuvres d'auteurs célèbres se voient réinventées en BD. Le premier, tout en noir et blanc, prolonge avec une verve étonnante l'œuvre du précurseur du cinéma de fiction, des trucages et... de l'illusion. Le second prend beaucoup de libertés avec le roman d'aventure de James Fenimore Cooper ici transformé en cavale. Cromwell, qui a bénéficié d'une résidence d'artiste à Québec, envoie ici et là des citations percutantes (telle «Le silence apaisant de nos campagnes n'est que le signe tangible de la terreur que l'homme fait régner» – Stéphane Audeguy, *La Terreur des nuages*), tout en réalisant un livre para BD pour lequel il présente de brûlantes peintures. Enfin, pour le troisième livre, on lira un diptyque bonifiant l'œuvre d'Emily Brontë au point que les brumes des landes, autant que l'âpreté de la vengeance racontée, nous envahissent durablement.

**CADAVRES EXQUIS** (coll. Bayou, Gallimard) de Pénélope Bagieu

**ÇA N'ARRIVE QU'À MOI!**, Livre 1<sup>er</sup> (Futuropolis) de Didier Tronchet

La femme a souvent purement été ignorée ou reléguée à moins que rien en BD... Signe des temps, ces œuvres témoignent de femmes ou de fillettes humaines et à l'avant-plan. Le premier relève du conte de fée revisité et parle de misère amoureuse, d'emplois nuls mais aussi du culte de soi-même avec un auteur à l'égo immense. Le second ramène un Tronchet qui accouche de personnages imparfaits et d'autant plus crédibles; la jeune femme aux lapsus est fabuleuse... Zut! À suivre.

# APRÈS

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Coordonné par Clémentine Autain

Daniel Bensaïd Thomas Coutrot Isabelle Garo  
Jacques Généreux Michel Husson Gaëlle Kirkorian  
Florent Lalrive Frédéric Lebaron Roger Martelli  
Gustave Massiah Dominique Méda Michel Onfray  
Claire Rüdiger Isabelle Stengers Bernard Stiegler  
Stéphanie Treillet Catherine Tricot Aurélie Trouvé  
Denis Tischerat Renaud Viviani

**POST  
capitalisme  
Imaginer l'après**

Il est étonnant de voir à quel point, malgré la crise économique de 2008 et les déclarations explosives contre l'économie dominante qu'elle suscita tant à gauche qu'à droite, personne n'a su pousser l'audace et l'imagination très loin. *Post-capitalisme: imaginer l'après*, coordonné par Clémentine Autain et paru *Au diable vauvert* présente à la fois quelques rares exemples de cette audace et une bonne pelletée des banalités qu'on publie sans cesse dans l'hémisphère gauche du monde livresque. Pour sa part, *Écologica*, ultime ouvrage d'un André Gorz disparu depuis 2007, nous fait regretter le verbe généreux d'intellectuels aussi pertinents.

**Post-capitalisme**  
Les ouvrages collectifs sont souvent de drôles de bêtes qui ressemblent étrangement aux colloques scientifiques. On peut diviser les participant-es en deux catégories. D'abord, les fidèles, ceux et celles qui s'y jettent par intérêt pour le sujet choisi et qui veulent sincèrement le faire avancer; cette première catégorie est généralement très peu nombreuse. En second lieu, les utilitaristes qui profitent de l'occasion de publier pour faire passer leurs thèmes et leurs intérêts, parfois assez éloignés de ceux du livre, en offrant un petit détour par le propos sur lequel on leur a demandé de produire.

On devine qu'un aspect du travail de coordination doit être de refuser quelques textes qui instrumentalisent trop l'ouvrage et ensuite de bien doser les deux catégories. Ensuite, il faut savoir bien répartir les fidèles pour éviter que le livre n'ait trop l'air d'un ramassis informe. Pour son *Post-capitalisme*, Clémentine Autain a eu de bons fidèles, qui ont pondu des textes importants. Daniel Bensaïd - une autre perte immense, s'il est besoin de le rappeler - Roger Martelli, Isabelle Stengers, Gustave Massiah, Stéphanie Treillet et Dominique Méda abordent tous des questions essentielles et profondément liées à la question cruciale que cherche à aborder Autain. Michel Onfray, même s'il est inutilement bavard, offre également quelques pistes sensées. Bien sûr, chacun-e de ces intellectuel-les offre son point de vue et son angle particulier, mais on tente sincèrement de répondre à la question qui brûle le lèvres: que propose-t-on en lieu et place de ce système que nous trouvons si problématique?

Problème cependant: ces bons textes sont étonnamment consécutifs et prennent la forme d'un bloc qui aurait pu faire un ouvrage en soi. Arrivent ensuite des textes plus éparés, qui touchent des sujets divers. L'idée d'aborder le post-capitalisme sous plusieurs facettes est certes bonne, mais elle trouve sa limite dans l'incapacité de la plupart des auteurs à nous proposer quoi que ce soit. Une fois de plus, on se consacre à l'attaque en règle du monde actuel et on laisse celui à venir au rancart. Pourtant, ce n'est pas comme si l'espace de critique n'était pas disponible à gauche...

**Écologica**

L'ouvrage de Gorz a l'avantage d'être écrit par une seule personne, même s'il rassemble des textes rédigés à des époques différentes et dans des objectifs divers. On y retrouve cependant l'unité des préoccupations centrales du dernier Gorz: écologie, nature du socialisme, transformation du monde du travail, démocratie. L'homme n'a pas peur des questions difficiles: comment envisager la mise en place de la décroissance? Qu'est-ce que pourrait vouloir dire la réduction du temps de travail? Comment subvenir aux besoins de tout le monde? Que serait une société véritablement écologique? Si les réponses ne sont pas toujours complètes, elles offrent néanmoins des pistes riches et rarement abordées de front.

Un dada du «vieux» Gorz laisse cependant perplexe. Depuis la publication de *l'immatériel*, on sentait chez lui une influence grandissante des thèses inspirées de Toni Negri. On trouve chez ces gens, et dans une moindre mesure chez Gorz, une fascination enthousiaste pour les avancées technologiques, particulièrement celles qui touchent le monde des communications. Gorz n'hésite pas à nous présenter les possibilités qu'offrent les réseaux de communication et les nouvelles technologies comme l'occasion, à portée de main, d'un travail émancipé de toute domination.

Si on peut reconnaître avec lui que certains mouvements (code source ouvert, hackers, etc) sont remplis de potentiels et que les moyens de collaborations et d'échange induits par ces technologies peuvent facilement se passer au-delà du profit, on se doit aussi de se garder une certaine réserve. Il reste encore pas mal de travail manuel à accomplir pour subvenir à nos besoins, à commencer par les plus primaires: manger et avoir un toit. Penser la décroissance en réduisant le travail à quelque chose qui se produit dans le monde étheré des réseaux informatiques est plus simple que de devoir décroître tout en conservant la production qui est nécessaire. On peut aussi douter du caractère intrinsèquement libérateur de l'absence de limite aux partages de données qu'offre ces réseaux. Peut-être qu'au contraire d'une liberté individuelle à tout crin, on souhaite imposer certaines limites sur le transfert de données qu'on juge qui ne doivent pas être diffusées (données criminelles, pédophiles, etc.). La liberté se trouvant ici dans la capacité de fixer nos limites communes.

Au final, on peut se réjouir que quelques ouvrages se concentrent sur la question de l'après. Commencer à penser cette question sérieusement est déjà la preuve d'un certain courage, celui de pouvoir se tromper. Peut-être que les expériences traumatisantes de la gauche du vingtième siècle ont fait que dans les dernières décennies, la proposition était devenue tabou de peur de transformer le rêve en cauchemar. On peut comprendre. Cependant, la nuit sans rêve de l'époque contemporaine tend à nous offrir pire que les cauchemars que nous craignons tant. Il est temps de réessayer, de réapprendre à débattre, à se tromper et à changer d'idée.

AUTAIN, Clémentine (coord), *Post-capitalisme, imagine l'après*, Vauvert: Au diable vauvert, 2009, 348 p.

GORZ, André, *Écologica*, Paris: Gallilée, 2008, 158 p.

# 12 000 ans de création féminine

MONIQUE DUFRESNE

Je viens de terminer *Une histoire des créatrices*, de Liliane Blanc, une encyclopédie couvrant les productions artistiques féminines de la Préhistoire à nos jours: Poèmes, contes, ballades, récits de voyage, histoire, textes religieux, traductions, correspondances. L'auteure est généreuse, nous offrant plusieurs extraits de ces œuvres, souvent en traduction, figures d'une âme féminine persistant à travers les siècles.

Au début furent des contes et poèmes chantés, où l'amour prenait une grande place. Les troubadours du Moyen-âge n'ont rien inventé: les femmes des milieux aisés les avaient précédés, leur père ayant accès à la culture et en faisant partage. Déjà en Grèce, les sibylles – et notamment Sapho – avaient retenu l'attention des philosophes. À Rome, on fit moins de cas de la pensée des femmes, plus tenue aux exigences du foyer familial.

Après l'amour, c'est la foi religieuse qui anime les textes que l'histoire a retenus. J'ai appris à la lecture de cet ouvrage que des nonnes bouddhistes avaient été des maîtres à penser. Au Moyen-âge européen, des moniales et des béguines consignent leurs visions; c'est le cas d'Hildegarde de Bingen et Thérèse d'Avila que l'on consulte encore aujourd'hui.

En facilitant la diffusion des œuvres anciennes, l'imprimerie ouvre à beaucoup plus de femmes l'accès à la culture lettrée. Outre la littérature, on voit plusieurs d'entre elles – malheureusement

restées anonymes – s'illustrer en peinture, en enluminure et en musique. Une historienne de Constantinople, Anne Comnène (1083-1153), relate les détails de la Première Croisade.

La Renaissance fait place à beaucoup d'essais critiques de la part des femmes, au moment de la Réforme. Christine de Pisan, par exemple, signe plusieurs textes importants. En fait, Liliane Blanc nous apprend qu'elle dut vivre de sa plume et fût peut-être la première «féministe» à faire reconnaître la puissance créatrice des femmes.

Longtemps plus tôt, en Chine, Cai Wenji (177 - ?) de la dynastie des Han, était devenue une véritable héroïne, à tel point qu'elle inspire encore aujourd'hui des auteurs dramatiques, des peintres et des musiciens des deux sexes:

Les armes de guerre sont partout rendant les routes dangereuses

Les soldats et les peuples fuient en exil, souffrant ensemble

Humiliée et violée, vers qui me tourner?

Je chante avec mon huija et mon chien

Mais personne ne connaît ma colère et mon chagrin.

Parole lyrique et passionnante, présente mais trop souvent marginalisée depuis 12 000 ans d'histoire écrite. Merci à Liliane Blanc de nous faire ainsi découvrir nos aînées.

*Une histoire des créatrices*, Liliane Blanc, Les Éditions Sisyphes, Montréal, 2010, 474 p., 40 \$.

Liliane Blanc

**Une histoire des créatrices**

L'Antiquité, le Moyen Âge, la Renaissance



Sisyphes

# QUAND LE CRIME PAIE

ISABELLE BAEZ

Le 14 juillet dernier, jour de fête nationale française, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères et européennes lâche une véritable bombe sur le site du Quai d'Orsay. Elle promet solennellement la restitution de la dette d'indépendance à Haïti, intérêts compris, soit la coquette somme de 17 milliards d'euros. En Haïti, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre, les réseaux sociaux sympathisants s'enflamment. Mais les grands médias ignorent l'affaire... jusqu'à ce que le ministère français démente la nouvelle et parle d'un canular. Les médias ont alors leur hameçon officiel et l'histoire fait le tour du monde en 24 heures.

Un canular très bien ficelé, façon Yes Men (voir l'encadré), puisque le site où apparaît le faux communiqué est la copie conforme de celui du Quai d'Orsay et que son adresse est la même, à une consonne près. Seule la vidéo d'accueil diffère de l'original. Les organisateurs et organisatrices de la mascarade sont aussitôt menacés de poursuites par le gouvernement français.

Mais pourquoi ce canular? Pour y voir un peu plus clair, un bref retour en arrière jusqu'à, disons, l'an 1790. Haïti, alors nommée Saint-Domingue, est une colonie française très prospère, la plus rentable du royaume français. L'exploitation de sa nature et de sa population assure à la France des revenus qui font vivre près de 15 % des Français. Avec la révolte des esclaves, débutée en 1791, puis celle menée par Toussaint Louverture, Haïti parvient à arracher le pouvoir aux Français et devient, en 1804, le premier peuple à se libérer de l'esclavage avant d'acquiescer son indépendance. Un dangereux exemple pour les pays qui désirent maintenir l'esclavage.

La France, qui vient également de dire adieu à la Louisiane (vendue aux États-Unis) digère très mal la perte de sa colonie. En 1825, une imposante

flottille de guerre française se présente au large des côtes haïtiennes et sous menace d'invasion et de restauration de l'esclavage, extorque du nouveau pays une promesse de rançon de 150 millions de francs or pour perte de profits des colons<sup>1</sup>. Ne pouvant payer un tel montant, Haïti devra emprunter à des banques françaises et américaines. La France récupérera ainsi les intérêts sur une dette d'indépendance qu'Haïti ne parviendra à rembourser en totalité qu'en 1947. Cette dette est souvent ignorée par les Français puisque le sujet est tabou.

Dès lors, l'état pitoyable dans lequel se trouve Haïti pendant des décennies est régulièrement mis sur le compte de la malchance.

À noter cependant : malgré le silence des médias sur le sujet, plusieurs demandes de remboursement ont été faites par le passé. La dernière en date, en 2003, étant celle de Jean-Bertrand Aristide, kidnappé et expulsé vers l'Afrique par la France, les États-Unis et le Canada un an après une demande qui n'a sûrement pas aidé sa cause...

Revenons au canular du 14 juillet 2010. Après le démenti du gouvernement français et les menaces de poursuites, les événements s'accroissent, le site est fermé par le gouvernement français<sup>2</sup> et les journalistes s'interrogent : qui est derrière le canular? On essaie de retracer l'origine du vidéo, certains notent un filet d'accent québécois chez la fausse porte-parole. Le suspense sera de courte durée : un groupe réunit sous l'acronyme de CRIME (Comité pour le Remboursement Immédiat des Milliards Envoyés) revendique l'action et donne une conférence de presse à Montréal. Les quelques membres du CRIME qui se présentent devant les médias le 22 juillet arrivent masqués afin, annonce leur porte-parole Laurence Fabre, de ne pas être identifiés et de pouvoir continuer à lutter pour le remboursement de la dette d'indépendance.

Deux membres de la communauté haïtienne à Montréal, Didier Berry et Serge Bouchereau, sont également présents à la conférence. Ils

permettent de recentrer le débat sur le véritable enjeu : l'argent extorqué par la France. Ils en profitent pour rappeler que sur les milliards de dollars promis en avril 2010 par la communauté internationale pour la reconstruction d'Haïti, seuls 2 % ont été versés. Serge Bouchereau livre un message poignant, rappelant qu'à son époque, dans les années 40, les enfants haïtiens devaient chaque jour apporter un

**Cette dette est souvent ignorée par les Français puisque le sujet est tabou.**

cent à l'école pour finir de payer les fameux 90 millions. Une chanson avait même été inventée pour l'occasion. Elle est restée gravée dans l'esprit de nombreux Haïtiens.

La suite de l'affaire ressemble à un roman policier de bien piètre qualité : un certain Olivier, qui se dit employé du Quai d'Orsay, contacte un soir Laurence Fabre à son numéro personnel. Il la menace, elle, ainsi que les autres membres du CRIME, de représailles si le nouveau site n'est pas fermé. Il rappelle plusieurs fois dans la soirée, lâche des informations confidentielles sur son service et va même jusqu'à faire des avances à la militante. Manque de chance, Laurence Fabre a l'intelligence d'enregistrer toute la conversation.

Le CRIME n'a plus alors qu'à contacter la presse et à mettre sur Internet des extraits de la conversation. Interrogé en conférence de presse sur l'appel d'Olivier Poudade, effectivement

employé du Quai d'Orsay aux services informatiques, un porte-parole du ministère s'en sort par une pirouette mais patine visiblement. Et voilà comment un petit groupe de militant-e-s est parvenu à ridiculiser le Quai d'Orsay, Bernard Kouchner et les services secrets français dans la foulée! Belle claque pour un gouvernement qui fait son beurre sur la sécurité.

À partir de là, la seule stratégie viable devient pour les autorités françaises de regarder ailleurs et de feindre l'affaire terminée. Manque de chance, à nouveau, une lettre ouverte au Président Sarkozy, signée par près de 100 intellectuel-le-s et politicien-ne-s de plusieurs pays, paraît le 16 août dernier dans les pages de Libération. Elle demande la restitution du montant faramineux extorqué à Haïti.

La question du jour : combien de temps la France pourra-t-elle faire semblant de ne rien voir, de ne rien entendre? Allez sur le site [www.diplomatiegov.info](http://www.diplomatiegov.info) pour voir la vidéo originale du canular, la conférence de presse, etc. et pour signer la pétition demandant que les 17 milliards d'euros que la France doit à Haïti soient rendus à un pays qui en a grand besoin. Et qui ne serait pas dans l'état économique et social actuel si on ne l'avait pas saigné à blanc.

À regarder également, une émission de Democracy Now consacré à la restitution : [www.democracynow.org/2010/8/17/france\\_urged\\_to\\_pay\\_40\\_billion](http://www.democracynow.org/2010/8/17/france_urged_to_pay_40_billion)

1 Somme qui sera par la suite ramenée à 90 millions de francs or.

2 Il sera rapidement rouvert à une autre adresse par le CRIME.



Paris 14 juillet 2010



## Wyclef Jean candidat

La population haïtienne soulagée : ce n'est pas Coeur de pirate.

## Bon débarras

Patrick Huard annonce qu'il se porte candidat pour les élections présidentielles en Haïti.

## Sussex burning

Un type met le feu à la crotte de son chien devant chez Harper. Incendier une croix aurait été interprété comme un appui.

## LES YES MEN, VOUS CONNAISSEZ ?

On leur doit plusieurs coups jouissifs ces dernières années. La spécialité du duo : de fausses bonnes nouvelles d'envergure qui mettent un gros coup de projecteur sur des faits que les grandes entreprises et les gouvernements s'évertuent à balayer sous le tapis.

En décembre dernier, un faux site d'Environnement Canada annonçait un virage à 180 degrés de la part de Stephen Harper lors du sommet de Copenhague. On y promettait une réduction massive des GES au Canada.

Autre gros coup, en 2004, la prétendue décision par Dow Chemical (et donc Union Carbide) de verser des milliards de dollars aux victimes de la catastrophe de Bhopal pour des soins médicaux, le nettoyage du sol contaminé, etc. Avant que le canular soit démasqué, les actions de Dow avaient chuté d'environ 2 milliards de dollars. L'équité n'a jamais été rentable, les Yes Men le démontraient une fois de plus!

Deux films permettent de voir les Yes Men à l'œuvre : *The Yes Men* (2003) et *The Yes Men Fix The World* (2009). Ce dernier sera d'ailleurs projeté gratuitement le 8 septembre prochain au parc Laurier. Pour infos, allez à [funambulesmedias.wordpress.com](http://funambulesmedias.wordpress.com).

L'année dernière, nos trublions préférés lançaient le Yes Lab, l'école des Yes Men, un projet mis sur pied pour aider des groupes, des militants ayant en vue une action dans le style Yes Men.

Lorsqu'en juillet dernier les médias ont fait le lien entre la fausse annonce pour Haïti et les Yes Men, les deux hommes ont publié un démenti offusqué sur leur Twitter. Par contre, si vous vous rendez à l'adresse suivante : [theyesmen.org/lab](http://theyesmen.org/lab), vous verrez que les Yes Men parlent de 4 projets à venir dans le cadre du Yes Lab. Étrangement, le 4 est barré et remplacé par un 3. Et si vous cliquez sur le 4 biffé, vous êtes dirigé vers un article qui relate l'action du CRIME. Nous continuons notre enquête...

## Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy

Dans une lettre ouverte publiée le 16 août dernier dans le quotidien français Libération, plus de 90 écrivains, universitaires de renom et autres personnalités mondialement connues demandent publiquement au gouvernement français de restituer les 90 millions de francs or extorqués par la France à Haïti à la suite de son indépendance.

Parmi les signataires, on retrouve le linguiste du MIT Noam Chomsky, la journaliste Naomi Klein, les écrivains Eduardo Galeano et Ariel Dorfman, le professeur de l'Université de Princeton Cornel West, les philosophes français Alain Badiou, Étienne Balibar et Jacques Rancière, ainsi que plusieurs membres du Parlement européen, incluant le militant altermondialiste José Bové. Des membres de l'Assemblée nationale de France et du Québec, de même que Walden Bello, écrivain et membre élu de la Chambre des représentants des Philippines, ont également signé la lettre.

Le gouvernement français a indiqué qu'il envisageait de poursuivre en justice le Comité pour le Remboursement Immédiat des Milliards Envoyés d'Haïti (CRIME) pour le canular inspiré des Yes Men dans lequel la France promettait, le 14 juillet dernier, la restitution de la dette historique d'Haïti.

Nous croyons que l'idéal d'égalité, de fraternité et de liberté cher à la France serait beaucoup mieux servi si, au lieu de dilapider les fonds publics dans

**Voilà pourquoi ces institutions et gouvernements devraient être tenus responsables pour les méfaits commis envers l'économie et la société haïtienne.**

des poursuites contre les auteurs du canular, le gouvernement français commençait à rembourser à Haïti les 90 millions de francs or qui lui furent extorqués suite à son indépendance.

Cette « dette de l'indépendance », aujourd'hui évaluée à bien plus que les 17 milliards d'euros promis dans la fausse annonce du 14 juillet dernier, a forcé de manière illégitime un peuple s'étant libéré de l'esclavage par son indépendance à payer doublement pour sa liberté. Imposée sous menace d'invasion militaire et de la restauration de l'esclavage par le roi français Charles X afin de dédommager les anciens colons propriétaires d'esclaves pour perte « de propriété », cette indemnité a fait payer des générations d'Haïtiens sous le poids d'une dette illégitime, dette que la nation haïtienne n'a fini de payer qu'en 1947.

La France n'est pas le seul pays qui a une dette envers Haïti. Après 1947, Haïti a contracté des dettes

auprès des banques commerciales et des institutions financières internationales sous la dictature de Duvalier, lequel a ainsi puisé des milliards dans les fonds publics. Les besoins vitaux et les aspirations au développement de générations entières d'Haïtiens ont par le fait même été sacrifiés pour rembourser ces dettes. Inclure Haïti dans les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et annuler une partie de sa dette actuelle ne réparent pas les dommages financiers encourus par ses dettes récentes.

De plus, en 2000, des prêts de la Banque interaméricaine de développement (BID) s'élevant à 150 millions de dollars et devant servir à payer des infrastructures de base ont été bloqués illégalement par le gouvernement américain en guise de pression politique. Cela aussi fit des dommages économiques et humains considérables. Voilà pourquoi ces institutions et gouvernements devraient être tenus responsables pour les méfaits commis envers l'économie et la société haïtienne.

En 2003, quand le gouvernement haïtien demanda le remboursement de l'argent extorqué à Haïti, le gouvernement français a participé à son renversement. Aujourd'hui, le gouvernement français répond à la même demande du CRIME en le menaçant de poursuites judiciaires. Il s'agit à n'en pas douter de réponses inadéquates à une demande qui est moralement, économiquement, et légalement inattaquable. Considérant les besoins financiers criants de ce pays dévasté par le terrible séisme du 12 janvier dernier, nous vous pressons donc, monsieur le Président, de restituer à Haïti, la première république noire de l'histoire, la dette historique de son indépendance.